

## ANNEXE IV – PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR POUR LE MAINTIEN DES DROITS A AVANCEMENT

Pour les activités professionnelles exercées à l'étranger, chacune de ces pièces doit être doublée d'une traduction en langue française établie par un traducteur assermenté.

ACTIVITE SALARIE	ACTIVITE INDEPENDANTE	CREATION OU REPRISE D'UNE ENTREPRISE
<p>Copie de l'ensemble des bulletins de salaire</p> <p style="text-align: center;"><b><u>ET</u></b></p> <p>Copie du/des contrats de travail</p>	<p><b>1)</b></p> <p>- un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois</p> <p style="text-align: center;"><b>ou</b></p> <p>- un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois</p> <p style="text-align: center;"><b>ou</b></p> <p>- une copie de la déclaration d'activité auprès de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF)</p> <p style="text-align: center;"><b><u>ET</u></b></p> <p><b>2)</b></p> <p>- une copie du dernier avis d'imposition</p> <p style="text-align: center;"><b>ou</b></p> <p>- de tout élément comptable certifié attestant de la capacité de l'entreprise à procurer au fonctionnaire un revenu supérieur ou égal au revenu minimal fixé par le décret n° 2019-234 du 27 mars 2019.</p>	<p>- un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois</p> <p style="text-align: center;"><b>ou</b></p> <p>- un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois</p> <p style="text-align: center;"><b>ou</b></p> <p>- une copie de la déclaration d'activité auprès de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF)</p>